

# Imposons la grève générale !

Les travailleurs de la SNCF s'essouffent, les étudiants et les travailleurs de la santé sont isolés, tout comme ceux d'Air France et de Carrefour ; le président continue à se pavaner ; la violence policière s'abat contre les zadistes, les migrants et les étudiants ; les chefs syndicaux continuent à se rendre aux convocations du gouvernement et à refuser d'appeler à la grève générale.

Les cheminots ont fait 12 jours de grève en avril. Macron n'a pas bougé d'un iota. Il attend simplement que les cheminots s'épuisent dans la série de grèves saute-moutons censée durer jusqu'à la fin juin à raison de 12 jours par mois. Les directions syndicales des cheminots prétendent que le fait d'être reçues le 7 mai par le premier ministre serait une avancée. « *On verra le 7 mai si ce n'est pas un coup de com du Premier ministre* », commente le dirigeant de SUD Rail. « *C'est un recul du gouvernement à mettre au crédit de la mobilisation* » se félicite le dirigeant de la fédération CGT des cheminots.

Fumisterie ! Le gouvernement a fait voter le 17 avril en première lecture son projet de loi contre les cheminots et le service public par 454 voix pour (députés LREM, UDI, Modem, LR), elle passera au Sénat à partir du 23 mai. Tant que les cheminots resteront seuls à s'épuiser dans la grève perlée décrétee par les bureaucrates avec le soutien de LFI, du PCF, du PS, de LO, du NPA, de Générations, du POID, d'AL, le gouvernement continuera d'avancer !

Les directions syndicales des cheminots font mine de croire que le gouvernement pourrait changer son fusil d'épaule : « *Soit on continue sur la lancée de cette réforme qui est vide de sens, soit nous avons des propositions du gouvernement et nous négocions sur des propositions concrètes* » déclare le dirigeant CGT. Au contraire, au journaliste de *Fox News* qui l'interrogeait le 22 avril sur un possible recul, Macron l'a réaffirmé : « *Aucune chance* » ! Les seuls aspects que le gouvernement accepte de discuter, c'est la manière de liquider le statut des cheminots.

Les grèves perlées, les journées d'action, les négociations avec le gouvernement sur des mesures et des lois que les directions syndicales sont censées combattre mènent tout droit à la défaite. La kyrielle des « journées d'action » pendant les combats en défense des retraites en 2003, 2007 et 2010, contre les lois de flexibilité en 2016 et en 2017 ont toujours fini en impasses où s'épuise la combativité des salariés.

Dans les universités aussi, c'est l'appel clair à la grève générale qui fait défaut depuis que le plan de sélection de Macron est connu (octobre 2017) ; chaque université en lutte reste isolée des autres. Le refus d'appeler à la grève générale contre le gouvernement, non seulement les cheminots mais toute la classe ouvrière et la jeunesse, permet à Macron de pérorer sans crainte, permet à sa majorité de députés réactionnaires, ramassis de cadres

arrivistes et de politiciens opportunistes de voter toutes les lois contre les salariés, contre les étudiants, contre les retraités, contre les migrants et les réfugiés.

Le gouvernement prépare une loi contre les chômeurs qui est connue depuis le 5 avril. Pourtant, la « concertation » se poursuit sur ce projet avec la participation de toutes les confédérations. Conformément aux plans de Macron contre les retraites, Delevoye vient d'ouvrir le 16 avril une deuxième phase de négociations depuis le avec les directions syndicales avec l'objectif que tout soit voté en 2019 ! Dans la fonction publique, les directions syndicales acceptent de négocier « l'agenda 2022 » qui est un plan d'attaques féroces contre les statuts ! Ni les nouvelles attaques contre les retraites, ni « l'action publique 2022 » pour les fonctionnaires, ni les projets de privatisation de la SNCF ne sont amendables ni négociables ! Accepter de discuter des attaques du gouvernement, c'est l'aider.

Dirigeants syndicaux, rompez le dialogue social, exigez le retrait pur et simple des projets du gouvernement !

Une défaite des travailleurs de la SNCF ne serait pas qu'une défaite pour eux, mais un recul de toute la classe ouvrière de ce pays. Elle faciliterait la nouvelle attaque contre toutes les retraites.

En fait, les appareils syndicaux acceptent la légitimité du gouvernement, défendent le capitalisme national contre ses concurrents et l'État bourgeois qui les finance largement. En fait, ils protègent Macron, Philippe et compagnie qui ne tiendraient pas trois jours face à la grève générale.

Pour gagner, ce n'est pas la combativité qui fait défaut, ce n'est pas la solidarité qui manque comme en témoigne le succès des caisses de grèves pour les cheminots. Mais pour gagner, il faut la grève résolue de tous les cheminots contre le gouvernement. Il suffirait de l'appel de toutes les directions syndicales, de tous les partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière, à tous les salariés du public et du privé, à la jeunesse étudiante, pour la grève générale contre le gouvernement. Tous ensemble, en même temps ? Il faut l'imposer, déborder les directions syndicales.

Pour vaincre Macron et son gouvernement, pour annuler toutes les mesures prises contre les travailleurs et retirer tous les plans, pour garantir l'emploi à tous, pour ouvrir la voie au gouvernement des travailleurs et aux États-Unis socialistes d'Europe, grève générale !

Contrôle du mouvement par les assemblées générales, autodéfense des grèves et des manifestations contre les flics et les fachos, comités de grève élus et mandatés, coordination nationale des comités de grève !

30 avril 2018

